



23 février 2011

Bourse CEDIES – Pourquoi EPSU vous déconseille de contester

- ❶ Par une loi votée en été 2010, le gouvernement luxembourgeois a, dans le cadre de sa politique d'austérité, **supprimé les allocations familiales** qui étaient versées aux salariés pour leurs enfants étudiants de plus de 18 ans.
- ❷ Il a, en même temps, augmenté [l'aide financière \(bourse\)](#) de l'État pour études supérieures.
- ❸ Les travailleurs **frontaliers**, qui représentent 44% de l'ensemble des salariés du pays, ont ainsi perdu des allocations familiales.
- ❹ Par contre, le montant de la bourse d'État, qui est versée par le [CEDIES](#) directement **à l'étudiant** à condition que celui-ci soit [résident](#) au Luxembourg, est défini désormais indépendamment du revenu de ses parents.
- ❺ Les [syndicats luxembourgeois](#) attaquent ce paquet de mesures comme étant **discriminatoire** notamment à l'égard des salariés frontaliers, en considérant la bourse CEDIES comme une forme d'**allocation familiale déguisée**.
- ❻ Suite à cette modification de la loi, les [institutions européennes](#) installées à Luxembourg ont considéré la bourse CEDIES comme étant **de même nature** que l'allocation scolaire prévue par notre statut.

Elles lui ont par conséquent appliqué la règle **anti-cumul**. L'allocation scolaire sera donc versée :

- intégralement, à qui n'a pas droit à une bourse ; et
- en complémentarité, si la bourse est inférieure à l'allocation scolaire.

Or, en général, il s'avère que la bourse est supérieure à l'allocation scolaire de 9% à 40%.

Le gain peut être encore plus important si l'on y ajoute le bénéfice du coefficient correcteur en cas de [transfert](#) vers certains États membres.

- ❽ Contester l'application de la règle anti-cumul, c'est chercher à profiter de la politique d'austérité du gouvernement luxembourgeois pour gagner doublement. C'est se ranger du même côté que le gouvernement et contre les syndicats luxembourgeois.

EPSU ne suivra pas cette démarche. En vue de l'attaque en règle à laquelle le service public européen s'expose à l'échéance 2012, EPSU considère que nous avons déjà trop d'ennemis pour nous permettre le luxe de nous en faire d'autres, surtout parmi ceux qui sont nos alliés naturels, c'est-à-dire les autres travailleurs.